

NOTE D'INFORMATION RELATIVE A LA MISSION DE MM. BADOVIN, LHUILLIER, PERRIN

AUPRES DE L'EQUIPE DES ECONOMISTES DE COTE D'IVOIRE

(Programme analyse d'action régionale zone de Bouaké)

--:--:--:--

31 mars - 12 avril 1969

--:--:--:--

I - LA MISSION.

1) Objectifs.

Il s'agissait de reconstituer l'équipe plénière (chercheurs et groupe de direction scientifique) afin de réaliser ensemble :

- la mise en place de la synthèse des travaux réalisés depuis 2 ans.
- l'évaluation méthodologique des recherches individuelles, du travail en équipe, des liaisons avec les directions scientifiques en métropole.
- l'évaluation et la correction-adaptation des modèles théoriques et des outils d'analyse de départ.
- la définition, en vue de proposition au Comité, des orientations futures à donner aux travaux et à la Convention.

2) Problèmes au niveau de la liaison avec l'équipe centrale de direction scientifique.

- la première mission effectuée par MM. BADOVIN et LHUILLIER en novembre 67 s'était située dans une période délicate : la mise en place et les travaux des chercheurs avaient été retardés par les difficultés administratives locales de mise en oeuvre de la convention ainsi que par certaines incertitudes touchant les orientations qui seraient prises en matière de régionalisation. A ce double titre la mission s'était trouvée handicapée pour effectuer pleinement sa tâche de direction scientifique. Or, la seconde mission n'a pris place que 16 mois après par suite d'empêchements de force majeure. On peut regretter qu'au cours de ces 16 mois des contacts n'aient pas été pris directement entre le responsable de l'équipe ivoirienne et les membres du groupe de direction scientifique dans le cadre d'une mission effectuée en France à cet effet.

3) Propositions mises au point en séances plénières.

- organisation systématique des réunions d'équipe à la fois au niveau du groupe de Bouaké et pour l'ensemble de l'équipe travaillant dans le cadre de la convention.
- réinsertion complète de J.L. LIERDEMAN.

- après le départ de B. LE COUR GRANDMAISON le leadership de l'équipe sera confié au tandem J. MICHOTTE - J.L. LIERDEMAN, J. MICHOTTE étant plus spécialement chargé de l'animation scientifique de l'équipe et J.L. LIERDEMAN des relations avec le Plan.

- organisation d'un colloque sur le bilan des planifications régionales en Côte d'Ivoire et au Cameroun à Yaoundé deuxième quinzaine de septembre 1970 avec tous les membres des deux équipes concernées et éventuellement certains chercheurs actuellement à Madagascar.

- entre temps mission en métropole confiée à J. MICHOTTE ou à un autre membre de l'équipe pour régler les problèmes avec le groupe de direction scientifique.

II - LES TRAVAUX.

1) Bilan général de la première phase.

- qualité des travaux réalisés (ou en cours) par les chercheurs.

- il est cependant regrettable qu'une véritable synthèse de ces contributions n'ait pu être réalisée avant la venue de la mission. Le document transmis constituait en réalité un "point" des études faites, assorti de considérations générales sur l'opportunité des orientations prises en matière de régionalisation et l'urgence d'une reconsidération de celle-ci.

2) La synthèse.

- un modèle de synthèse (articulation entre zone rurale et centres urbains secondaires) a été mis au point en séance plénière. Il devrait servir de cadre de départ pour le travail que les chercheurs concernés doivent effectuer entre avril et juillet 69.

- l'étude d'économie urbaine de Bouaké qui a été commencée avec retard faute de disposer d'un chercheur qualifié avant octobre 1968 devrait cependant, grâce au travail effectué par P. CASTELLA et grâce à l'épui de la statistique de Côte d'Ivoire, être achevée pour le mois de mars 1970. Ainsi le modèle complet de l'économie de la zone de Bouaké devrait être achevé par l'équipe d'avril à juillet 1970.

3) Orientations nouvelles.

Au cours des séances plénières une série d'études complémentaires a été programmée pour être proposée au Comité : dans la mesure où la zone de Bouaké est très fortement touchée par les phénomènes extérieurs, en particulier "le phénomène Abidjan", MM. J. MICHOTTE et J.L. LIERDEMAN se consacraient à partir d'octobre 1969 au problème suivant : "Abidjan, phénomène structurant ou destructurant de l'organisation de l'espace ivoirien et de la zone de Bouaké".

III - BILAN SUR L'ORIENTATION GENERALE DU PROGRAMME.

1) Objectifs.

Les limites de fait qu'a connu la politique de régionalisation du développement en Côte d'Ivoire depuis le début de la convention font que le cadre d'analyse qui avait été proposé au départ s'est trouvé en porte à faux.

Ceci appelle 3 remarques :

- 1 - l'intérêt scientifique de la réalisation d'une étude régionale complète, menée selon un modèle opérationnel n'en demeure pas moins fondamental tant du point de vue des méthodes que de la connaissance des structures et processus du sous-développement.

- 2 - mais pour répondre aux besoins de la politique de planification telle qu'elle est réalisée, nous avons cherché à tirer, de l'analyse complète ci-dessus des sous-produits indispensables à une large politique économique et directement utilisables.

a) batterie d'indicateurs pouvant constituer le tableau de bord des responsables administratifs et politiques des régions de Côte d'Ivoire. Il faut souligner que c'est grâce au travail fondamental exécuté pour la réalisation du modèle complet (1) que la nature, la valeur et la portée de ces indicateurs ont pu être précisées.

b) recommandations touchant les zones visées par le barrage de Kossou : c'est grâce à l'analyse "en profondeur" menée par les chercheurs de la section que des réponses très sûres ont pu être fournies immédiatement aux responsables du projet.

- 3 - il convient d'infléchir le programme d'analyse régionale afin de tenir mieux compte d'effets extérieurs à la zone de Bouaké mais qui ont un impact déterminant sur la structure et le fonctionnement de celle-ci :

- . effets du "pôle d'Abidjan".
- . effets des mouvements migratoires.
- . effets du projet Kossou.

Il s'agit là d'une situation typique dans la phase préindustrielle du développement :

a) la programmation régionale ne peut être appliquée efficacement qu'à certains types de zones (volontairement choisies par les responsables politiques).

b) le **développement régional** doit être **replacé** dans le cadre général de l'aménagement de l'ensemble du territoire national. Ainsi, à partir :

- d'une part une étude régionale complète (fine et opérationnelle)
- d'autre part de l'analyse des principaux phénomènes économiques moteurs du développement ivoirien (pôle d'Abidjan - enquête projet San Pedro), il apparaît que l'équipe de Côte d'Ivoire devrait être en condition pour réaliser à partir de 1970

une analyse globale des processus de croissance de l'économie ivoirienne, analyse qui serait à même de fournir une contribution fondamentale à la théorie du développement et aux analyses de l'organisation spatiale de la croissance.

2) Evaluation des schémas théoriques et analytiques de départ.

Cette évaluation s'est faite au cours d'une journée de réunion plénière : le schéma théorique de départ a été complété et relativisé dans le sens indiqué ci-dessus. En ce qui concerne le cadre d'analyse, sans être remis en question, il apparaît qu'il ne répond pas aux modalités actuelles de la politique régionale. En accord avec les responsables du Ministère du Plan, les travaux d'équipe ORSTOM seront donc aménagés selon les voies indiquées au paragraphe ci-dessus.